

Insécurité dans le quartier de La Chapelle

La fédération de Paris de la LDH relaie ce communiqué de la section LDH Paris 18 et le soutient sans réserve.

« Nous, femmes de la Ligue des droits de l'Homme, et notamment de la section Paris 18e résidant dans les quartiers Goutte d'Or – La Chapelle, faisons savoir notre étonnement sur l'emballement médiatique et politique récent concernant l'insécurité qui régnerait dans nos quartiers pour les femmes. Habitantes dans ces quartiers, souvent depuis des années voire des dizaines d'années, nous sommes pour notre part toujours étonnées des constats suivants : malgré les conditions inhumaines dans lesquelles vivent depuis maintenant plus de deux ans dans la rue des centaines de personnes venues se réfugier dans notre pays ne bénéficiant d'aucun accueil ni hébergement comme il se devrait, nous ne voyons ni ne vivons JAMAIS aucune incivilité, aucune agression verbale ni physique, ni tentative de vol de leur part.

Sans vouloir dénier le fait que des exceptions puissent exister à cette situation, sans vouloir non plus sous estimer les difficultés qui peuvent exister dans nos quartiers souvent sous dotés en espaces verts et en équipements publics, il nous semble que ces propos, supposés émaner de pseudo regroupements féministes, soient surtout orchestrés par des motivations électoralistes, déclenchées depuis la campagne électorale présidentielle jusqu'à ce jour, pour demander l'expulsion des personnes étrangères au motif d'insécurité pour les femmes du quartier.

Nous en appelons donc à la plus grande vigilance car personne n'aurait rien à gagner dans nos quartiers à créer des crispations ou des peurs à partir de récits fomentés par de simples intérêts électoraux.

Tout en affirmant quant à nous ne pas avoir le moindre sentiment d'insécurité, nous ne pouvons que rappeler le sentiment d'indignation que suscite chez nous le fait de voir des gens, parfois mêmes des mineurs, dormir à la rue depuis si longtemps, après avoir vécu un parcours terrifiant de guerre et de voyages souvent cauchemardesques et traumatisants, après avoir été séparés de leur famille et avoir souvent perdu bien des proches. Nous rappelons que les lois internationales prévoient un hébergement et une prise en charge dans les jours qui suivent l'entrée dans notre pays pour toute personne venue y chercher refuge. Nous comptons sur le gouvernement nouvellement en place pour que l'Etat mette enfin les moyens financiers et humains nécessaires permettant que ces droits à la demande d'asile soient enfin respectés en France, à l'instar de ce qui se fait dans d'autres pays, en Allemagne par exemple – et qui avait été salué il y a quelque temps par Emmanuel Macron lui-même. »

Paris, le 23 mai 2017